

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :

(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat :

N° d'inscription :



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Né(e) le :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

1.1

ÉVALUATION

CLASSE : Première

VOIE : Générale Technologique Toutes voies (LV)

ENSEIGNEMENT : Sciences économiques et sociales

DURÉE DE L'ÉPREUVE : deux heures

Niveaux visés (LV) : LVA LVB

Axes de programme :

CALCULATRICE AUTORISÉE : Oui Non

DICTIONNAIRE AUTORISÉ : Oui Non

Ce sujet contient des parties à rendre par le candidat avec sa copie. De ce fait, il ne peut être dupliqué et doit être imprimé pour chaque candidat afin d'assurer ensuite sa bonne numérisation.

Ce sujet intègre des éléments en couleur. S'il est choisi par l'équipe pédagogique, il est nécessaire que chaque élève dispose d'une impression en couleur.

Ce sujet contient des pièces jointes de type audio ou vidéo qu'il faudra télécharger et jouer le jour de l'épreuve.

Nombre total de pages : 4

Cette épreuve comprend deux parties :

- Première partie : Mobilisation de connaissances et traitement de l'information (10 points)

Il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant les connaissances acquises dans le cadre du programme, en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de collecte et d'exploitation de données quantitatives, et en ayant recours le cas échéant à des résolutions graphiques.

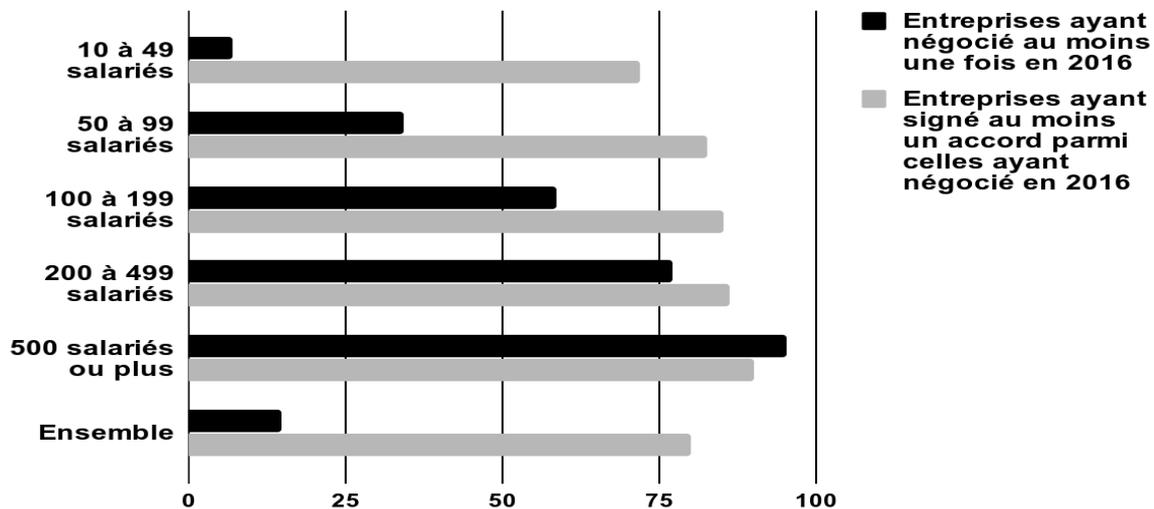
- Seconde partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)

Il est demandé au candidat de traiter le sujet en développant un raisonnement de l'ordre d'une page, en exploitant les documents du dossier et en mobilisant ses connaissances.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation de connaissances et traitement de l'information (10 points)

Document : Négociations collectives* en 2016 selon la taille des entreprises (en %).



Champs : France métropolitaine, entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.

Source : d'après « La négociation collective d'entreprise en 2016 », *DARES résultats*, 12 décembre 2018.

*Négociations collectives : ensemble des discussions entre les représentants des employeurs et les représentants des salariés en vue d'adapter les règles du code du travail aux spécificités et aux besoins de l'entreprise.

Questions :

1. Montrez qu'une entreprise est un lieu de relations sociales entre différentes parties prenantes. (4 points)
2. À l'aide des données du document, expliquez la spécificité des entreprises de 10 à 49 salariés en matière de négociations collectives. (3 points)
3. À l'aide des données du document, montrez qu'il existe une relation entre la taille des entreprises et ouverture de négociations collectives. (3 points)

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :

(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat : N° d'inscription :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

Né(e) le : / /

 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1.1

Seconde partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)

Sujet : À l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous montrerez que l'intervention des banques centrales peut avoir des effets sur le niveau des prix.

Document 1 :

La politique monétaire est de la responsabilité des banques centrales qui doivent veiller à la stabilité monétaire et financière pour favoriser la prospérité économique. Dans la zone euro¹, l'objectif principal de la politique monétaire est la stabilité des prix, qui est définie comme une inflation² à moyen terme « inférieure à, mais proche de 2 % ». À cet effet, la politique monétaire vise à ce que l'augmentation de la quantité de monnaie disponible dans l'économie ne soit ni trop rapide (politique trop accommodante) ni trop faible (politique trop restrictive) par rapport à la croissance de la production des biens et des services.

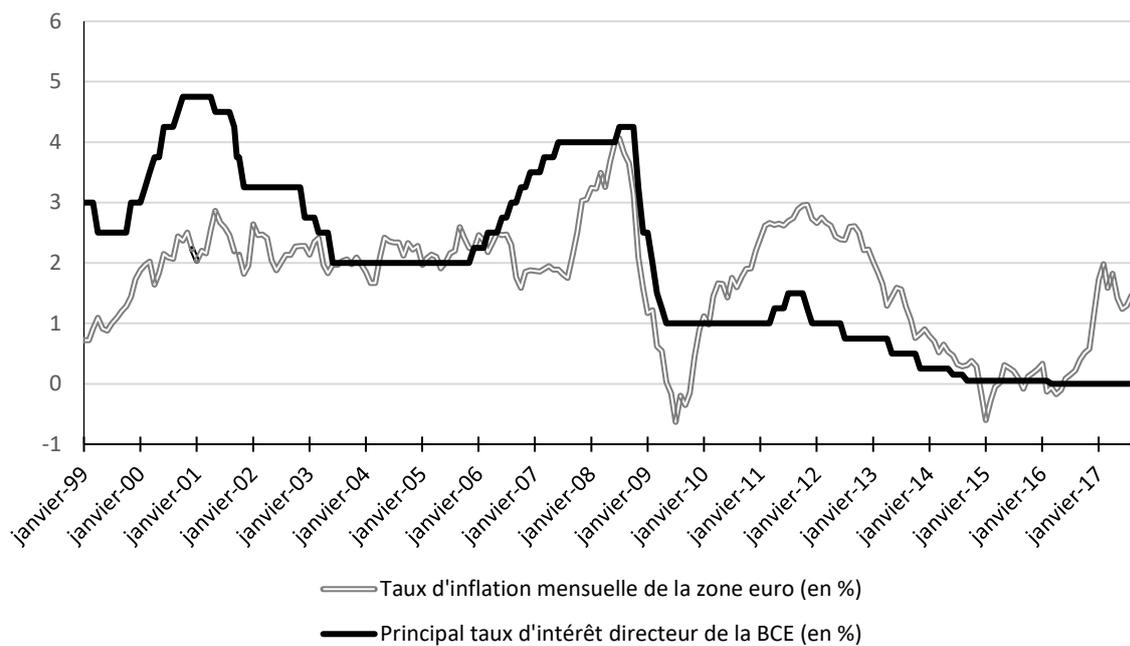
Si la politique monétaire est trop accommodante, le danger est celui d'une inflation trop forte, néfaste pour l'ensemble de l'économie [...]. À l'inverse, la politique monétaire ne doit pas non plus être trop restrictive, afin de ne pas favoriser une inflation trop basse, voire un risque de déflation³ [...].

Aussi les banques centrales cherchent-elles à maintenir l'inflation à un niveau bas et stable dans la durée. Pour atteindre cet objectif, elles disposent de plusieurs outils, dont le principal est le pilotage des taux directeurs⁴ [...]. En faisant varier ces taux, les banques centrales font varier le coût de la monnaie, ce qui influence la demande de crédit et donc la création de monnaie par les banques commerciales. Cela a une incidence directe sur l'évolution des prix et l'activité économique.

Source : Banque de France, « Qu'est-ce que la politique monétaire ? », *L'éco en bref*, janvier 2019.

1. La zone euro est constituée des 19 pays ayant adopté l'Euro.
2. Hausse du niveau général des prix à la consommation.
3. Baisse du niveau général des prix à la consommation.
4. Taux d'intérêt fixés par une banque centrale.

Document 2 : Taux d'inflation* dans la zone euro et taux d'intérêt directeur de la Banque centrale européenne (en %)



Source : D'après Banque centrale européenne, 2017, et Agence France Trésor, 2018.

* Taux de variation (en %) du niveau général des prix à la consommation